



CapEx dans le soutien au développement pastoral Accès aux services de conseil ruraux pour améliorer les systèmes pastoraux

Marc Bloch, Février 2016

Messages clé

- L'avenir du pastoralisme dépend énormément de la qualité et du type de services fournis aux communautés pastorales pour le développement de leurs activités.
- Les services qui se basent aussi bien sur les connaissances locales que sur des perceptions modernes et qui ont été créés en collaboration avec les pasteurs et pour eux, sont plus acceptés et ont un impact plus important que les services conventionnels figés
- Les gouvernements ont la responsabilité de s'assurer que les pasteurs ont accès aux services, mais les services gouvernementaux sont souvent incapables de leurs offrir des services de bonne qualité. Des partenariats publics-privés, pourraient être un modèle qui réalise un bon rapport qualité-prix au profit des pasteurs.
- Le rôle des agences donatrices est de fournir un soutien pour l'émergence de services adaptés dont les coûts sont cohérents avec les pratiques du Gouvernement et les capacités des pasteurs.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Agriculture and Food Security Network

www.sdc-foodsecurity.ch

With family farmers towards a world without hunger

CapEx au sujet du pastoralisme

Le pastoralisme est pratiqué sur un quart de la surface du globe et fournit une source de nourriture et des moyens de subsistance de millions de personnes, surtout dans les zones qui sont aride ou élevé pour la production fiable de cultures vivrières. Pour la Direction du Développement et la Coopération (DDC) qui travaille dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, le pastoralisme est un domaine clé. Ayant reconnu la valeur de l'apprentissage d'expériences dans la coopération au développement entre les pays et les régions, le Sous-Groupe Pastoralisme dans le réseau de la DDC pour l'agriculture et la sécurité alimentaire a entrepris un processus d'apprentissage interne appelé «Capitalisation des expériences dans le soutien du développement pastoral" (CapEx pastoralisme pour faire court). Les membres du Sous-Groupe ont identifié les questions sur lesquelles ils voulaient en apprendre davantage, de manière à être plus efficace dans le soutien au développement des économies et des moyens de subsistance pastoraux. Pendant le processus CapEx, ils ont compilé des informations et des textes sur des sujets choisis formulées. Cet article est l'un d'une série d'articles qui est ressorti de ce processus. Les articles sont essentiellement destinés à la DDC et ses partenaires au niveau national et régional, en particulier en Afrique de l'Ouest et de l'Est, et le personnel de la DDC en Suisse, mais aussi pour d'autres experts du développement et les donateurs engagés dans le développement du pastoralisme.

1. Introduction

Au cours du siècle dernier, les zones pastorales ont été négligées par les gouvernements dans les programmes de développement économiques et la création de services publics. Peu de services sociaux, financiers et techniques (vétérinaires, informations, formation etc.) de bonne qualité ont été fournis aux pasteurs. Il en est découlé, dans ces zones, une pauvreté, une insécurité alimentaire, une dégradation des ressources naturelles de niveau élevé (ex: pâturages, sol et eau), une grande dépendance à l'aide, et une fréquence croissante des conflits sur les rares ressources naturelles. Aujourd'hui les pasteurs affrontent une multitude de défis et de situations qui nécessitent la prise de décisions adaptées. L'accès à des Services Ruraux de bonne qualité, abordables et fiables (SCR) est crucial pour promouvoir chez les pasteurs des actions d'amélioration de la production pastorale, d'innovation et de protection de l'environnement. Ces services peuvent ainsi contribuer à l'amélioration des moyens d'existence des pasteurs et au renforcement de leurs capacités de gestion des risques et des changements. De tels services constituent aussi un moyen de diffusion de nouvelles idées, technologies et pratiques et renforcent les organisations de pasteurs tout en les mettant en lien avec les marchés.

Le SCR doit répondre aux besoins spécifiques formulés par les pasteurs et inclure ce qui suit:

- Des services d'information: ceux-ci incluent les informations géobotaniques et hydro-climatiques, ainsi que des mises à jour sur, par exemple la dynamique des maladies, les prix du marché et les résultats de recherche sur les systèmes de production pastoraux;
- La formation et les services sur la production/gestion du bétail, la gestion des ressources naturelles, la résolution des conflits etc.;
- Des services vétérinaires (immunisation, santé animale);
- Des approvisionnements en produits alimentaires, médicaments, graines pour le bétail etc.;
- Des services financiers: crédits, prêts et subventions;
- La médiation et le plaidoyer: pour la résolution des conflits, le développement de politiques favorables;
- Des infrastructures et des services de transport: marchés, routes, transports publics, eau pour le bétail, etc.

En plus de ces services utiles à la chaîne de valeur bétail, il est important de fournir des services sociaux tels que l'accès à l'eau, l'éducation et les soins humains pour les communautés pastorales, afin d'améliorer leur niveau de vie et rendre la vie dans les zones arides et semi arides (TASA) plus plaisante.

En comparaison avec les communautés paysannes des terres arables, les pasteurs vivent dans des régions très éloignées, où la densité de population est faible, et leurs troupeaux se déplacent beaucoup. Les réseaux routiers et les transports publics sont mauvais. En particulier, les pasteurs les plus pauvres ne sont pas toujours informés des services offerts par les gouvernements et les acteurs privés, et n'ont parfois pas les moyens pour y accéder. En conséquence, les SCR dans le TASA devraient être "mobiles" et développés avec les communautés pastorales. Dans certains cas, les pasteurs peuvent jouer un rôle actif dans la délivrance des services. Par exemple, dans le domaine de la santé animale ou de la formation, des recrutements peuvent se faire au sein des communautés pastorales. Certains services pourraient être subventionnés afin d'assurer leur continuité.

Termes clé

Les Services et conseils Ruraux (SCR) comprennent toutes les activités qui fournissent l'information et les services nécessaires et demandés par les fermiers (dans ce cas, les pasteurs) et d'autres acteurs en vue d'améliorer leurs propres pratiques techniques, organisationnelles et de gestion, dans le sens d'un mieux-être. Ces services abordent des questions ou besoins spécifiques exprimés par les fermiers/pasteurs ou par un groupe parmi eux. D'ordinaire ils sont assurés par les organisations des SCR publiques ou privées pendant une ou plusieurs sessions de formation. Souvent des informations utiles sont aussi résumées dans un document court (fiches, brochure) ou vidéo, ou fournies via le téléphone portable. Les services consultatifs aident les fermiers/pasteurs à prendre des décisions adaptées et de faire un meilleur usage des ressources disponibles.

L'éducation et la formation professionnelles fournissent des savoirs, des connaissances et/ou des compétences requis aux apprenants. Il s'agit normalement de formations à plus long terme (de trois mois à plus d'un an), suivant un curriculum donné et elles sont couronnées par un certificat officiellement reconnu.

Les services d'information sont des services qui fournissent des données traitées/des connaissances/des informations pour une prise de décision avertie.

Les services vétérinaires concernent la santé animale et le contrôle des maladies. Ceci inclut, entre autres, le contrôle des épidémies, la prévention des maladies, l'investigation/diagnostic des maladies, les médicaments et le contrôle et la provision des vaccins, les services thérapeutiques,

Le plaidoyer sous toutes ses formes vise à s'assurer que les plus vulnérables dans la société, s'expriment sur les questions qui leurs sont importantes, défendent et sauvegardent leurs droits, et que leurs points de vues et souhaits soient réellement considérés au moment de la prise de décisions concernant leurs vies.

2. Cas spécifiques

Les études de cas suivantes représentent des exemples de bonnes pratiques dans la délivrance de services techniques aux pasteurs. Ils montrent l'importance de l'engagement du gouvernement à un haut niveau (cas 1 et 3) et le rôle que les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent jouer en aidant le Gouvernement dans la délivrance des services (cas 2 et 3). Ils décrivent aussi le rôle qu'une agence donatrice externe peut jouer dans le soutien de ces efforts.

Cas 1: la campagne de vaccination contre la Fièvre de la Vallée du Rift dans le Comté de Wajir, Kenya¹

La menace d'une épidémie de la Fièvre de la Vallée du Rift (FVR) dans les régions arides est très élevée durant la saison pluvieuse et notamment quand les pluies sont extrêmement abondantes. En se basant sur les expériences acquises pendant les pluies El Nino de 1997 et 2006, les autorités du Comté de Wajir ont décidé de lancer une campagne extensive contre la FVR avant les pluies El Nino prévues en 2015. La DDC et les autorités du Comté ont joint leurs efforts afin de s'assurer que la

¹ Source: Marc Bloch, SDC Consultant for Pastoralism & Food Security, Kenya

campagne soit lancée rapidement afin de vacciner les bêtes avant que le vecteur ne se développe après les premières pluies. Le SDC a acheté 1 000 000 de doses de vaccins. L'Autorité Nationale du Contrôle de la Sècheresse a pris en charge les coûts de la logistique (fuel, transport, hébergement) et les autorités du Comté ont fourni la main d'œuvre nécessaire pour accomplir cette campagne. Dans ce cas, le leadership et l'appropriation reviennent à la structure nationale alors que le partenaire international avait une fonction de soutien. Ce cas montre aussi l'efficacité des efforts conjoints dans les cas d'actions rapides.



Marché des bêtes à Farimaké, Mali
(Photo : Helvetas Swiss Intercooperation)



CAHW vaccinant des bêtes au Bénin
(Photo : George Djohy)

Cas 2: services sanitaires vétérinaires et humains intégrés à Tombouctou, Mali²

Le projet quadriennal "projet santé nomade Tombouctou" a été mis en œuvre en 2007-11 par AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières) en collaboration avec l'ONG locale ADESAH (Association pour le Développement Endogène au Sahel). Son approche s'est basée sur quatre piliers:

- i) La Santé : un système mobile pour les soins humains et des animaux. Cela implique un mouvement entre les camps des pasteurs pour assurer des activités de soins préventifs, thérapeutiques et de sensibilisation. La communication était l'activité principale et visait un changement de comportement;
- ii) La gestion des ressources naturelles a mis l'accent sur deux ressources clé dans les systèmes pastoraux que sont l'eau et les pâturages. Les principales activités sont: le réensemencement des pâturages, la protection de la régénération naturelle des espèces de bois et la réhabilitation des puits pastoraux;
- iii) La diversification des revenus qui a impliqué le développement d'infrastructures appropriées et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles locale (facilités de marchés, coopératives des éleveurs et des femmes)
- iv) La structuration du secteur pastoral: la planification du développement des régions pastorales a mis l'accent sur la sécurité alimentaire.

Certaines des leçons apprises sont:

- un service mobile "une santé" géré par la communauté peut assurer un service de bonne qualité pour les personnes et les bêtes et créer une prise de conscience au sein des communautés pastorales en ce qui concerne la nutrition et l'hygiène;
- l'amélioration du milieu naturel pour fournir des sources diverses d'alimentation conduit à une meilleure production du bétail (lait, viande, reproduction). Il en découle plus de lait pour les familles et l'augmentation des revenus aussi bien pour les femmes que pour les hommes;
- Lorsque les femmes pasteures augmentent et diversifient leurs ressources de revenus et de produits alimentaires, elles peuvent assurer à leurs familles des céréales et autres produits de consommation quotidienne;

² Source: Cisse Hamet, SDC Rural Development Programme, Mali; www.confedmali.net/doukafa/?q=node/37



Pâturage au Kirghistan (Photo : Alatoo)

- Pour assurer la sécurité alimentaire, il est important qu'un plan de développement intégré soit développé dans le cadre d'une concertation entre les communautés locales, l'administration et les partenaires techniques et financiers. Case 3: Pasture management advisory service in Kyrgyzstan³
- In Kyrgyzstan, the 2008 Pasture Reform and the 2009 Pasture Law initiated the establishment of Pasture Committees that are responsible for managing the use of pastures at the level of the Aiyyl Okmoty (lowest administrative unit, which includes several villages). To enhance the capacity of these Committees, the Ministry of Agriculture and Water Resources engaged CAMP Alatoo (a national NGO that grew out of the Central Asian Mountain Partnership) to develop a guide on pasture management planning and training modules to train the Pasture Committees.

3. Leçons pour la coopération au développement

3.1 Analyse de la situation

Les services pour les pasteurs dans les TASA du Kenya sont normalement inexistantes et quand ils existent, ils sont basés dans les villes et ne sont pas facilement accessibles pour les pasteurs. La qualité et la fiabilité des services fournis par les institutions gouvernementales sont normalement très faibles ; les services offerts par les structures privées ne sont pas toujours abordables pour les pasteurs ; parfois ces structures sont tournées vers la vente de produits spécifiques. De nombreuses institutions étatiques et non étatiques telles que les centres de recherches, les ONG et les organisations communautaires offrent des services de meilleure qualité, mais ces services sont d'habitude largement ou entièrement financés par les donateurs et s'arrêtent de fonctionner dès que le soutien des donateurs prend fin. Dans plusieurs cas, les pasteurs ne sont pas au courant des services existants.

Le pastoralisme est une profession très complexe et les pasteurs travaillent dans des conditions d'incertitude et de risques élevés. Le pastoralisme aura un avenir seulement si les pasteurs sont en mesure de développer plus leurs stratégies de gestion traditionnelles pour mieux affronter les sécheresses et autres risques qui défient leur sécurité alimentaire.

³ Source : Aida Gareeva, Senior Project Coordinator, PF CAMP Alatoo

Les organisations visant l'amélioration des SCR dans les TASA ont besoin de reconnaître les points suivants:

- Le pastoralisme n'est pas seulement une profession mais aussi un mode de vie et une culture d'une grande valeur non monétaire pour les pays et les peuples dans la Corne de l'Afrique. C'est au sein de ce cadre complexe que les pasteurs s'orientent de plus en plus vers le marché et développent davantage leurs stratégies d'adaptation.
- Le soutien du gouvernement est une condition préalable essentielle pour un secteur pastorale solide dans les TASA. Ainsi, la volonté des gouvernements de créer un cadre politique et des réglementations pour le développement du pastoralisme est cruciale pour l'avenir des pasteurs et pour retenir les jeunes dans le secteur. Ceci inclut aussi la fourniture de SCR, un soutien financier ainsi que le développement et la mise en place de politiques appropriées ; des réglementations et lois favorables aux pasteurs.
- La protection de l'environnement rural est importante parce qu'elle constitue la base pour la production animale. Des SCR adaptés pourraient renforcer cette tâche réalisée par les pasteurs et qui rend aussi un service important à la société.
- L'amélioration de la production animale est importante, mais elle n'aura qu'un impact minime si les services ne sont pas assurés tout le long de la chaînes de valeurs pastorales (viande, lait, peaux, etc.) afin d'aider les pasteurs, manufacturiers, commerçants et autres entreprises aux différents niveaux à résoudre les contraintes majeures et saisir les opportunités.

3.2 Identification des points d'entrée pour la coopération de développement

En cherchant à renforcer l'accès des pasteurs aux services, les agences de développement doivent prendre en considération les facteurs suivants:

- Des services durables pour les pasteurs nécessitent l'engagement du gouvernement et des formes de financement effectives. De ce fait, le soutien sous forme de projets doit être équilibré avec une approche qui vise à réformer et renforcer des systèmes de SCR pluralistes.
- Etant donné la diversité des besoins, il est important de travailler avec différents types de prestataires de services et diverses approches. Les prestataires de services du secteur public jouent un rôle de coordination, le soutien technique et une assurance de qualité. Ils sont cruciaux pour les groupes défavorisés tels que les pasteurs et ils offrent plus de conseils impartiaux que les prestataires du secteur privé. Les organisations pastorales et les ONG sont souvent des types de prestataires de services les plus durables dans les zones arides les plus éloignées. En effet, ces organisations sont représentatives des pratiques pastorales locales, tels que les Comités de Pâturages qui assument la responsabilité pour la gestion des pâturages au niveau communautaire (voir Point 3). Le secteur privé et les ONG ont également besoin d'être renforcées en tant que prestataires de services, de sorte qu'elles se familiarisent avec les nouvelles approches de SCR et les méthodes de facilitations orientées vers les fermiers.
- Parce que les plus petits ménages de pasteurs ne pourront pas payer le SCR ou n'ont pas l'habitude de payer pour de tels services, cela présentera un défi pour leur offrir des SCR tels que la formation, les conseils, les campagnes de vaccinations et la distribution de matériel d'information. Ces services doivent être fournis ou subventionnés par le gouvernement, au moins, durant le temps où les pasteurs ne sont pas complètement convaincus de leurs avantages. Les gouvernements doivent reconnaître ceci et doivent prévoir des provisions dans ce sens (ex: allocations de budgets).
- La focalisation de la coopération au développement devrait concerner le renforcement des capacités des individus (formateurs, conseillers, chercheurs, etc.), et des prestataires de services nationaux en météorologie, communication et techniques de facilitation, techniques de production animale, gestion de pâturages et gestion de fermes dans les TASA. La provision de

services gratuits par les organisations internationales ne dure pas longtemps et peut affaiblir les efforts des gouvernements, des services privés et des organisations communautaires.

3.3 Interaction avec des processus politiques

Les agences de développement ont besoin de s'engager dans le travail de plaidoyer afin de s'assurer que les besoins des pasteurs sont intégrés au sein des politiques nationales et figurent dans l'ordre du jour international. Pour avoir une bonne base pour le plaidoyer, les agences ont besoin d'analyser les informations existantes sur le pastoralisme et les services dans les TASA, d'identifier les lacunes et soutenir la recherche pour combler ces lacunes. Elles ont également besoin de renforcer les capacités des organisations pastorales dans la collecte et l'analyse des informations qui leur sont pertinentes et l'utilisation de ces informations dans leurs propres activités de plaidoyer.

Les agences de développement peuvent aussi jouer un rôle utile pour soutenir les pasteurs dans le plaidoyer pour, par exemple, de meilleures infrastructures, services sociaux et SCR; ou encore pour gérer localement les infrastructures de commercialisation dans le sens de plus de transparence dans les procédures de commercialisation; pour changer les lois et favoriser l'implantation des services sanitaires pour les bêtes et les humains dans les zones éloignées ; pour établir de bons liens avec les prestataires de services gouvernementaux ou privés se trouvant dans les villes.

Elles pourraient aussi soutenir le dialogue sur des approches plus nuancées et plus objectives pour une réglementation de la sécurité des produits animaux afin de réduire les risques de contamination le long des chaînes de valeurs (souvent informelles). Cela éviterait d'interdire les activités génératrices de revenus des producteurs et commerçants de produits animaux (souvent des femmes) et de contribuer à leur "élimination" (voir, par ex : Roesel & Grace2015). Dans ce contexte, les agences de développement peuvent joindre leur efforts à ceux des organisations nationales de chercheurs et producteurs, de manufacturiers et de commerçants en vue de convaincre les gouvernements d'adopter une approche en faveur des pauvres pour développer des chaînes de valeurs saines pour des produits alimentaires d'origine animale.

3.4 Principes de base pour mener ce processus de coopération

L'appropriation nationale/locale et la volonté du gouvernement pour fournir les politiques, lois et réglementations favorables aux pasteurs, et pour couvrir ou subventionner certains coûts.

- Si les services de conseil peuvent fournir un soutien pour des actions immédiates et adaptés aux TASA, il est également important de fournir une formation professionnelle de plus longue durée qui mène à une certification officiellement reconnue. Cela peut favoriser une embauche des apprenants comme agents adjoints. Ils peuvent aussi être simplement reconnus comme pasteurs qualifiés.
- Une approche transfrontalière est cruciale dans les zones arides et semis arides, en particulier eu regard aux enjeux de gestion des terre transfrontalières de contrôle des maladies, de gestion des conflits et des risques.
- La responsabilité de la provision de services doit être assurée en mettant en place un mécanisme de collecte des besoins de sorte à s'assurer que les services deviennent plus "orientés envers les pasteurs".
- L'élargissement des services pastoraux (ex: Formation Pastorale sur le Terrain, santé animale communautaire) sont importants et accessibles au regard de la valorisation qui est faite des connaissances locales.

Références

- GFRAS (Global Forum for Rural Advisory Services). 2012. *Building knowledge systems in agriculture: five key areas for mobilising the potential of extension and advisory services*. Lindau, Switzerland: GFRAS
([http://www.fao.org/uploads/media/1_gfras_positionpaper_final2_websmallpdf%20com%20\(1\).pdf](http://www.fao.org/uploads/media/1_gfras_positionpaper_final2_websmallpdf%20com%20(1).pdf)).
- GFRAS. 2012. Fact sheet on extension services: position paper. Lindau, Switzerland: GFRAS.
- Adolph B. 2011. Rural advisory services worldwide: a synthesis of actors and issues. Lindau, Switzerland: GFRAS.
- IUCN (International Union for the Conservation of Nature). 2012. *Supporting sustainable pastoral livelihoods: a global perspective on minimum standards and good practices*. Second edition March 2012. Nairobi: IUCN
(http://cmsdata.iucn.org/downloads/manual_for_min_standards_low_resolution_may_2012.pdf)
- Roesel K & Grace D (eds). 2015. *Food safety and informal markets: animal products in sub-Saharan Africa*. London: Earthscan from Routledge / International Livestock Research Institute.
- SDC. 2015. SDC position vis-à-vis pastoralism and the future development of the segment in the Horn of Africa. Internal SDC working paper, Nairobi.
- Schelling E, Weibel D & Bonfoh B. 2008. *Learning from the delivery of social services to pastoralists: elements of good practice*. Nairobi: World Initiative for Sustainable Pastoralism / GEF / UNDP / IUCN.
(http://cmsdata.iucn.org/downloads/social_services_to_pastoralists__english__2.pdf).

Remerciements

CapEx pastoralisme est une activité de la Sous-Groupe Pastoralisme du réseau Agriculture et sécurité alimentaire de la DDC. Ce processus d'apprentissage a été coordonné par un groupe restreint comprenant Marc Bloch, Felix Fellmann, Manuel Flury, Pascal Rouamba et Laurence von Schulthess et a été facilitée par Ernst Bolliger et Ann Waters-Bayer. Ce mémoire a été rédigé par Marc Bloch (marc-michael.bloch@eda.admin.ch), avec le coaching par Aida Gareeva, et a été examiné par les participants à l'atelier CapEx les 9–13 Novembre 2015 à Isiolo, Kenya. Éditeur : Ann Waters-Bayer. Mise en page : Martina Hickethier. Publié par le Direction du Développement et de la Coopération (DDC), la Coopération Globale / Programme Global de Sécurité Alimentaire, Berne, 2016. Photo de la couverture : CAHW vaccinant les poulets au Bénin (Photo : Tim Dirven, VSFB).